



## RÈGLEMENT NUMÉRO 515

### RÈGLEMENT CONCERNANT L'OBLIGATION D'INSTALLER UNE SOUPAPE DE SÛRETÉ (CLAPET DE NON RETOUR) À L'ÉGARD DE TOUT IMMEUBLE DESSERVI PAR LE SERVICE D'ÉGOUT MUNICIPAL

---

**ATTENDU QUE** l'article 19 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ c C-47.1) permet à toute municipalité locale d'adopter des règlements en matière d'environnement;

**ATTENDU QU'IL** est à propos et dans l'intérêt de la municipalité et des citoyens de réglementer l'installation de soupape de sûreté (clapet de non retour);

**ATTENDU QUE** le présent règlement vise à éviter les refoulements des eaux d'égouts;

**ATTENDU QU'**un avis de motion du présent règlement a dûment été donné à une assemblée ordinaire du conseil de Ville de Ville-Marie tenue le 15 mai 2017;

**EN CONSÉQUENCE**, le conseil décrète que le présent règlement soit et est adopté conformément à ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : TITRE :**

Le présent règlement portera le titre de « Règlement concernant l'obligation d'installer une soupape de sûreté (clapet de non retour) à l'égard de tout immeuble desservi par le service d'égout municipal »;

#### **ARTICLE 2 : PRÉAMBULE :**

Le préambule du présent règlement fait partie intégrante de celui-ci;

#### **ARTICLE 3 : EXIGENCES RELATIVES À UN BRANCHEMENT AUX ÉGOUTS (SANITAIRES ET PLUVIAUX) :**

- 3.1** Tout propriétaire d'un immeuble desservi par le service d'égout municipal doit installer à ses frais et maintenir en bon état, une soupape de sûreté (clapet de non retour) afin d'empêcher tout refoulement des eaux d'égout.
- 3.2** Les normes d'implantation et d'entretien des soupapes de sûreté (clapet de non retour) sont celles prescrites par le Code national de plomberie – Canada 1995 (CNRC 38728F) y compris les modifications d'août 1999 et de mars 2002 et le National Plumbing Code of Canada 1995 (NRCC 38728) y compris les modifications d'août 1999 et de mars 2002, publiés par la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies du Conseil national de recherche du Canada.

- 3.3** Tous les amendements apportés au Code national de la plomberie après l'entrée en vigueur du présent règlement en font également partie à une date déterminée suite à une résolution en ce sens adoptée par le Conseil municipal conformément à l'article 6 (6°) de la Loi sur les compétences municipales.
- 3.4** Dans le cas d'un immeuble déjà érigé, le propriétaire bénéficie d'un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement pour se conformer à cette obligation.
- 3.5** En cas de défaut du propriétaire d'installer et de maintenir en bon état de telles soupapes (clapet de non retour) conformément au présent règlement, la municipalité n'est pas responsable de dommages causés à l'immeuble ou à son contenu par suite des conséquences d'un refoulement des eaux d'égouts.

#### **ARTICLE 4 : APPLICATION DU RÈGLEMENT**

L'inspecteur municipal est autorisé à visiter et/ou à inspecter, si nécessaire, tout immeuble pour s'assurer de l'application du présent règlement.

#### **ARTICLE 5 : ABROGATION DES DISPOSITIONS ANTÉRIEURES**

Le présent règlement remplace et abroge toute disposition au même effet ou incompatible en vigueur sur le territoire de la ville de Ville-Marie.

#### **ARTICLE 6 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

ADOPTÉ CE 5 juin 2017.

ORIGINAL SIGNÉ

Bernard Flebus  
Maire

ORIGINAL SIGNÉ

Martin Lecompte  
Directeur général  
Secrétaire-trésorier

**Certificat du maire et du secrétaire-trésorier (Loi des Cités et Villes, art. 357, al.3)**

Avis de motion  
Séance du 15 mai 2017  
Résolution n° 146-05-17

Adoption du règlement  
Séance du 5 juin 2017  
Résolution n° 171-06-17  
Promulgation le 13 juin 2017

ORIGINAL SIGNÉ

Bernard Flebus  
Maire

ORIGINAL SIGNÉ

Martin Lecompte  
Directeur général  
Secrétaire-trésorier